

Le rôle des communes dans cette crise

Les communes commençaient à s'impatienter et ont finalement demandé une entrevue avec les responsables du gouvernement pour connaître leur rôle dans cette crise du coronavirus.

Le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol) a dû rap-
peler le gouvernement à son bon souvenir. «Nous voulions connaître notre rôle dans cette crise sanitaire parce que le gouvernement ne nous avait pas encore contactés», informe le président du Syvicol, Émile Eicher. Une première réunion a eu lieu vendredi dernier avec la direction de l'Inspection sanitaire et une seconde le dimanche, avec Paulette Lenert, la ministre de la Santé, et Taina Bofferding, la ministre de l'Intérieur, en présence du haut-commissaire à la Protection nationale et du directeur général du CGDIS. «Nous avons une obligation de sauvegarder la population en cas de problème de salubrité publique, mais nous devons savoir comment nous organiser en pratique dans la crise actuelle», poursuit le président.

Après la réunion de vendredi censée éclairer les représentants communaux sur le plan purement technique, ils ont éprouvé le besoin pressant de rencontrer les ministres responsables pour répondre à des questions d'ordre politique. Les partenaires ont trouvé un accord en ce qui concerne des cas déclarés de coronavirus dans les écoles.

Si un enfant est testé positif, il n'y a qu'une seule instance, en l'occurrence l'Inspection sanitaire, qui décide ce qui doit être fait. «La commune n'a rien à voir dans ce processus», déclare Émile Eicher. Il y aura toutefois l'installation d'un groupe de crise au niveau local dont le bourgmestre fera partie et ce sera à cette cellule de décider de la manière de communiquer avec les parents. Comme le ministère de l'Éducation nationale dispose de toutes les adresses des parents, c'est lui qui se chargera d'informer les parents et les élèves.

L'information concernant ce cas

éventuel de contamination sera diffusée aussitôt via la presse et les réseaux sociaux, mais il y aura toujours quelques enfants qui se rendront à l'école. «Pour ceux-là, il y aura un groupe à l'école qui les accueillera jusqu'à ce que les parents viennent les chercher parce que plus aucun élève ni personnel

ne devra être admis dans l'école, dans la classe ou dans un bloc», explique le président du Syvicol.

Un plan pandémie encore d'actualité?

Il n'y a pas de règle générale, l'Inspection sanitaire procédera au

cas par cas et décidera des mesures à prendre et des fermetures qui s'imposent, partielles ou totales. «Ce qui était important pour nous, c'est cette prise en charge des enfants la première journée», ajoute encore Émile Eicher.

Lors de ces échanges, il a également été question du plan de lutte

contre la pandémie qui date de 2006 et qui contient un peu moins de 200 mesures. «Il faut voir s'il est encore d'actualité pour le bon fonctionnement des communes», s'interroge Émile Eicher. La Ville de Luxembourg a actualisé son propre plan, qui est «très bien», selon lui. D'ailleurs la Ville va le transmettre aux communes pour qu'elles s'en inspirent et le ministère de l'Intérieur a assuré qu'il les assistera pour mettre en place un tel plan.

En quoi consiste-t-il? Il explique les obligations de la commune quant à ses infrastructures critiques, il donne des explications sur la cellule de crise, ses compétences, il contient tout un chapitre sur les mesures d'information et de logistique à prendre, il livre des conseils, une description des différentes phases selon les situations, une hiérarchisation des missions essentielles que doit assurer la commune. Les services d'hygiène, d'état civil, les crèches sont des services à garantir, tandis que d'autres peuvent être fermés.

Justement, quelles sont les consignes qui s'appliquent aux crèches? Il y aura une réunion demain au ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse avec le ministère de la Famille et les représentants des crèches pour leur délivrer l'information nécessaire, selon Émile Eicher. Le président du Syvicol conseille de garder la tête froide et rappelle le rôle de la presse qui ne doit pas se lancer dans les spéculations, mais s'en tenir aux faits. «Il ne faut pas créer la panique, mais se tenir bien informé», dit-il. Le Syvicol, lui, a enfin été informé parce qu'il commençait à paniquer. Ou plutôt à s'énerver du manque de communication entre l'État et les communes.

G. M.



Photos: archives lq

Pas de cas endémique au Luxembourg

C'est une chance pour le moment de n'avoir aucun cas endémique. Toutes les personnes testées positives reviennent de zones contaminées et le traçage est plus facile. Un gros problème se poserait si un cas était révélé dans le pays sans que l'on puisse comprendre comment la personne a été infectée.

Hier, lors d'une séance studieuse, la fraction CSV avait invité le Pr Claude Muller, virologue au Luxembourg Institute of Health, à venir expliquer aux députés le fonctionnement du virus. À cette occasion, le professeur a rappelé qu'il serait judicieux de faire vacciner les personnes de plus de 60 ans contre le pneumocoque, histoire de mettre toutes les chances de son côté.

Cavalcade ou pas à Pétange?

Il faut surtout poursuivre les efforts pour limiter localement et régionalement le problème. Les règles d'hygiène, le confinement sont bien sûr les meilleures barrières actuellement et il n'est pas inutile

d'éviter les grands rassemblements. Le député Jean-Marie Halsdorf attend des directives plus claires. «Nous n'avons pas encore décidé pour la cavalcade de Pétange si nous devons l'annuler ou pas. Celle de Remich, celle d'Esch-sur-Alzette ont été annulées...», rappelle-t-il. La plus ancienne cavalcade du pays risque bien de ne pas avoir lieu. Même si l'événement a lieu à l'extérieur, la promiscuité est grande.

«Nous sommes alignés sur quatre à cinq rangées dans le public et on sait que la contamination la plus facile se fait par les gouttelettes», ajoute Jean-Marie Halsdorf qui attend du gouvernement une position claire. Il l'obtiendra

peut-être aujourd'hui à l'issue du Conseil de gouvernement qui sera consacré à l'épidémie du coronavirus. Pour l'heure, le gouvernement a interdit les rassemblements de plus de 1000 personnes en milieu confiné. Mais les événements extérieurs ne cessent d'être annulés par les organisateurs, qui préfèrent prendre des précautions.

G. M.

ÉDITORIAL

de notre journaliste

Guillaume Chassaing

gchassaing@lequotidien.lu



Pas le moment de paniquer

Chaque jour depuis samedi, un nouveau cas de coronavirus Covid-19 est annoncé au Luxembourg. Et à la date d'hier, sept personnes étaient infectées et prises en charge par le Centre hospitalier de Luxembourg, sans oublier le frontalier ou les 76 personnes actuellement en quarantaine au Grand-Duché. Rien à voir avec les chiffres en Italie ou en France. Pour résumer, il n'est pas encore temps de paniquer au Grand-Duché. Mais il est temps de se préparer à l'éventuelle propagation du coronavirus Covid-19. Et c'est ce que tout le monde semble être en train de faire. Pour preuve, les ruptures de stock en matière de masques ou de gel hydroalcoolique. Beaucoup ont changé leurs habitudes: ils ne se serrent plus la main, se les lavent plus souvent...

Le gouvernement semble aussi prendre en compte de nombreux scénarios. Une page est dédiée au Covid-19 sur le

site internet du gouvernement. Une mise à jour y est faite en temps réel en fonction de l'évolution des cas recensés et des personnes en quarantaine dans le pays. Des conseils d'hygiène et des recommandations de voyage sont aussi donnés. Des procédures destinées aux entreprises sont aussi listées, etc. Bref, des choses sont entreprises.

Mais certains reprochent au gouvernement de ne pas communiquer assez sur le sujet, c'est la critique qui lui a été faite par le Syndicat des communes (Syvicol). Finalement, toutes les parties se sont réunies autour d'une table pour évoquer toutes les hypothèses (*lire ci-dessus*).

Bref, que faire de plus? Pas grand-chose, si ce n'est attendre que le virus passe son chemin sans paniquer outre mesure. De toute manière, personne n'a pour l'heure trouvé le remède pour mettre fin au coronavirus Covid-19. Alors restons calmes... et vigilants.